



Session Spéciale FAO

« Sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les villes d'Afrique: enjeux territoriaux et environnementaux »

Dakar, 5 décembre 2012, 14h30- 19h00

Hôtel des Almadies, salle Signara 1

Résumé du Compte rendu

La hausse et la volatilité des prix des denrées alimentaires, les crises financières et économiques, et la compétition pour l'accès aux ressources naturelles et la dégradation de l'environnement affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, citadines et rurales. Les enjeux pour les citoyens et pour les différentes autorités concernées d'Afrique, publiques ou privées, qu'elles soient locales, nationales ou sous-régionales, sont de concevoir et mettre en place des systèmes alimentaires résilients. Il s'agit tout d'abord de créer des mécanismes de bonne gouvernance qui mobilisent tous les acteurs qui doivent mieux travailler ensemble et créer de nouvelles pratiques concertées et mutualisées. Les acteurs doivent engager une planification stratégique territoriale des villes et renforcer les liens entre espaces urbains et ruraux, et aussi développer l'agriculture urbaine et périurbaine. Cette démarche contribue à l'alimentation saine et durable des citadins, à la création de villes vertes, mosaïques d'arbres, de forêts et d'espaces agricoles qui participent à une économie verte et à une résilience face aux changements climatiques.

La session spéciale organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), présidée par El Hadji Sène, maire de Sokone, Sénégal, et modérée par Michelle Gauthier, FAO, Italie, a permis aux acteurs d'Afrique et d'ailleurs d'échanger sur les acquis et de dégager des propositions en appui à des initiatives améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations urbaines à travers une approche territoriale, inclusive et intégrée. Les panélistes, les intervenants et les participants représentaient les collectivités territoriales, la société civile, le monde de la recherche, et les partenaires techniques et financiers.

Une des priorités dégagées est d'inscrire la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la prévention des risques, de pair avec la gestion intégrée des ressources naturelles, dans les agendas politiques, stratégies et plans d'actions des collectivités territoriales et de leurs partenaires.

L'urbanisation, considérée irréversible, doit être approchée positivement et s'inscrire dans une planification intersectorielle stratégique favorisant la solidarité entre l'urbain et le rural. Les systèmes alimentaires territoriaux visent à répondre à ces enjeux complexes. La problématique concerne de nombreux secteurs (ex: l'alimentation, les transports, la santé, l'éducation, l'eau, l'habitat, la migration, la politique foncière, l'agriculture et la foresterie urbaine et périurbaine). Gouvernements, collectivités territoriales, société civile, secteur privé, monde de la recherche, partenaires techniques et financiers doivent joindre leurs efforts dans des actions concertées au sein de stratégies agréées, assorties de droits, devoirs et responsabilités clairs. L'objectif est de créer des villes et territoires résilients qui contribuent à une économie verte, offrent un environnement sain, répondent à des enjeux locaux des changements climatiques, et participent à la prévention et à la réduction des risques.

Il est primordial de repenser le développement urbain en renforçant les partenariats et le partage d'information et de bonnes pratiques, en améliorant la formation adressée aux élus et à leurs services, aux autorités, et aux institutions de formation technique et universitaire et de recherche.

L'innovation doit répondre à un impératif universel : le Droit à l'alimentation.